

La voix de l'Opposition de gauche

Réactionnaires : "à l'unanimité" ! Vive la République sociale !

28.10.12

Le Parlement européen et tous les partis qui le composent sont des instruments du Nouvel ordre mondial que l'oligarchie internationale veut imposer à tous les peuples pour les réduire en esclavage. La preuve.

- Le cinéaste iranien Jafar Panahi et sa compatriote l'avocate Nasrin Sotoudeh, condamnés à de lourdes peines dans leur pays, ont été désignés vendredi lauréats du Prix Sakharov du Parlement européen, une distinction qui survient alors que l'Union européenne vient de renforcer ses sanctions contre Téhéran.

L'attribution de ce prix a été décidée à l'unanimité des groupes politiques du Parlement.

Vous avez bien lu, "*à l'unanimité des groupes politiques du Parlement*", ce qui incluent tous les partis dits de gauche de l'Union européenne, PC, Die Linke, Parti de gauche, etc.

Quels sont au monde les plus grands défenseurs et combattants pour la démocratie ? Réponse : Bush, Obama, Cameron, Sarkozy, Hollande, Merkel, Monti, Rajoy, etc.

Dans l'interview d'Aaron Russo, qui n'était pas marxiste loin de là, mais c'est une autre question, dont l'adresse (vidéo) figure dans le site, il déclarait en substance : quand Bush dit que la démocratie égale liberté, il faut entendre démocratie égale dictature, tyrannie, suppression ou confiscation des libertés, le gouvernement des institutions par les institutions pour les institutions, la Fed ou l'oligarchie financière, moi je dis il faut rétablir la République, le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple...

Je sais quelle va être votre réaction immédiate : M. Russo a commis une grossière erreur en confondant démocratie et République, en attribuant la définition ou le contenu de la démocratie à la République. C'est exact si l'on s'en tient strictement à la définition académique à laquelle se réfèrent les représentants du capital et les opportunistes, et qu'on fait abstraction de l'évolution des institutions qui constituent l'Etat dit républicain.

Ce qu'a voulu dire M. Russo, qui était un bourgeois disons progressiste ou démocrate, typiquement républicain, c'est qu'en réalité aux Etats-Unis la démocratie et la République furent condamnées à disparaître en 1913 lorsque fut créée la Fed et que depuis l'une et l'autre sont bien mortes ; la République a été remplacée par des institutions entièrement contrôlées par une oligarchie cynique et toute puissance concentrant le pouvoir économique et politique, et un pouvoir tyrannique fut instauré en guise de démocratie.

Par définition dans une République le gouvernement qui dispose du pouvoir exécutif tire sa légitimité du peuple qui l'a élu, à l'opposé d'une monarchie, d'une dictature ou d'un régime tyrannique, pour faire bref et en laissant provisoirement de côté son contenu de classe.

Par définition, la démocratie désigne la souveraineté qui doit appartenir à l'ensemble des citoyens, au peuple ou l'organisation politique dans laquelle les citoyens exercent cette souveraineté.

Ces deux définitions ou ces deux concepts sont au demeurant très imparfaits, dans la mesure où ils ne tiennent pas compte du fait que l'ignorance du peuple ne permet pas qu'elles s'exercent réellement pour le bien du peuple dans sa totalité, mais au profit seulement d'une frange ou de couches de la population ou d'une classe spécifique.

M. Russo rappelait que le terme démocratie ne figurait nulle part dans la Constitution américaine ainsi que dans les principaux textes législatifs fondateurs de la République américaine, et que donc s'en réclamer revenait à revendiquer un type de gouvernance étranger à la République, jusqu'à faire la confusion entre le fonctionnement des institutions américaine avec la démocratie, d'où son rejet de la démocratie...

Si la distinction est bien établie et facile à saisir entre une République généralement parlementaire, une monarchie de droit divin et une dictature parvenue au pouvoir par un coup d'Etat ou se maintenant au pouvoir en recourant à l'armée, il n'en est pas de même de la démocratie.

En effet, la démocratie est un concept aléatoire, virtuel ou volatil par excellence du fait qu'il peut être bafoué de mille manières ou repose sur une imposture. Concept qui se résume ainsi : chaque citoyen disposerait d'un droit égal. Or pour que ce droit puisse s'exercer réellement à égalité de droit entre tous les citoyens de la cité, faudrait-il encore que chacun dispose des mêmes moyens pour l'exercer, que chaque citoyen possède le même degré de connaissance ou le même niveau intellectuel, qu'il dispose de conditions ou de moyens matériels semblables pour les acquérir afin de pouvoir trancher dans un sens ou un autre les questions qui lui sont soumises par le législateur, or tel n'est pas le cas, et n'a jamais été les cas.

Il existe d'autres définitions ou significations de la démocratie, dont celle que nous retenons volontiers en occultant totalement celle qui vient d'être exposée et à laquelle se référait sans doute M. Russo, qui consiste à dire que le pouvoir doit être exercé par la majorité de la population pour la majorité de la population (donc les travailleurs) ou l'ensemble des citoyens. C'est celle qui figure dans le manuel de formation du parfait militant, l'induisant ainsi en erreur il faut le préciser au passage.

La démocratie est donc un concept élastique que chacun peut interpréter à sa manière en lui donnant différents contenus qui peuvent être diamétralement opposés en fonction des intentions qui nous animent, de l'objectif que nous nous sommes fixés en l'incluant dans notre discours, l'auditoire à qui nous nous adressons, bref l'usage que nous avons décidé d'en faire et sa finalité ne seront pas forcément portés à la connaissance de nos interlocuteurs qui devront se contenter d'une interprétation superficielle ou stéréotypée de son contenu.

Tout le monde se réclame de la démocratie des dirigeants du POI aux plus grands tyrans de la planète, du coup ce discours ne peut que prêter à confusion au lieu d'éclairer les travailleurs. Question : A qui profite la confusion politique, sinon à ceux qui détiennent le pouvoir et entendent le conserver, nous sommes bien d'accord, n'est-ce pas ?

La République ne présente par cet inconvénient majeur dès lors qu'on précise son contenu de classe et que nous combattons pour une République sociale, ainsi nous demeurons fidèle au socialisme.

La question se pose ensuite de savoir si on peut mener un combat contre la tyrannie pour la défense de la République avec des bourgeois du type de M. Russo ? J'aurais tendance à répondre

positivement, à condition d'avoir précisé le contenu social que de notre côté nous comptons y mettre, c'est-à-dire, sans mettre au fond d'un tiroir le programme de la révolution socialisme comme l'a fait le POI. Le cas du POI est différent, pire encore.

Si M. Russo n'était pas décédé j'aurais pu lui proposer de nous associer à son combat pour la République, qui sur le plan pratique avait pour contenu et objectif (notamment) la fermeture de la Réserve Fédérale, la Fed, pendant qu'à côté j'aurais continué le combat avec d'autres militants ouvriers pour construire un nouveau parti communiste.

Ce n'est pas ce qu'on fait les Lambert-Gluckstein et leur cour, ils ont liquidé le parti (PCI) que je veux justement construire pour lui substituer un parti dans lequel pourraient être intégrés des ennemis du socialisme, M. Russo l'était visiblement par ignorance, au POI ce sont des petits-bourgeois qui condamnent le recours à la révolution pour prendre le pouvoir qui constituent dorénavant le gros des troupes de ce parti. A l'opposé, jamais je n'aurais proposé à M. Russo de rejoindre notre parti, il aurait fallu qu'ils reviennent sur ses déclarations anticommunistes et qu'il adhère au programme de la révolution socialiste internationale pour nous rejoindre.

Le POI met en oeuvre une politique compatible avec l'idéologie contre-révolutionnaire d'un M. Russo, Schivardi, Jeanneney et des milliers d'autres dans leur parti, tandis que moi j'aurais mis en oeuvre une politique conforme au programme de la révolution socialiste dans laquelle M. Russo (Schivardi, Jeanneney, etc.) n'aurait pas pu se reconnaître évidemment, mais tout en menant un combat commun sur la question particulière de la République aux Etats-Unis, dans la mesure où la question de la liquidation de la Fed telle qu'il l'avait posée (en y apportant des améliorations) constituait un formidable levier pour envisager dans la foulée l'évolution de cette révolution vers une révolution socialiste.

Au front unique dans le parti qui ne peut être possible que dans un parti complètement décomposé et subordonné au capital, ce qui me fait dire que les dirigeants ont capitulé, j'oppose le front unique hors du parti, sur des questions précises, bien circonscrites, ce qui nous permet d'avoir une ligne politique et une stratégie qui ne soient pas subordonnées à des éléments étrangers à la classe ouvrière et au socialisme, contrairement au POI.

En conclusion.

Le combat pour la démocratie ou le rétablissement de la démocratie est profondément opportunisme, réactionnaire, dans la mesure où il est vide de sens, où chacun peut y placer le contenu qu'il veut.

Par contre le combat pour une République sociale aux Etats-Unis, mais aussi en Europe a un contenu révolutionnaire, il prend tout son sens constatant que les institutions républicaines ont été détruites au profit d'institutions inféodées à l'oligarchie financière, au sein desquelles s'exercent le pouvoir absolu des banquiers des différentes banques centrales qui sont en réalité des banques privées. Une autre fois on pourrait traiter cette question précise pays par pays, par exemple, en Espagne où les institutions du franquisme se sont élevées sur les cendres de la République, le combat pour une République sociale est d'une actualité brûlante, un mot d'ordre qui concentre toutes les contradictions de la situation sociale et politique et propose aux travailleurs une issue politique pour résoudre favorablement la crise du capitalisme.

Il va de soi qu'au regard de la profonde décomposition du capitalisme aux Etats-Unis et dans l'Union européenne et des problèmes sociaux qu'elle engendre, l'établissement ou le rétablissement d'une République (bourgeoise) ainsi que la prérogative reconquise des différents Etats de battre à

nouveau la monnaie dont ils ont été spoliés par les banquiers depuis des décennies (UE), parfois depuis un siècle (Etats-Unis) ou davantage encore (Grande-Bretagne), ne suffira pas pour pouvoir satisfaire les immenses besoins des masses laborieuses, d'autant plus que les capitalistes conserveront leur pouvoir de nuisance et le pouvoir de s'y opposer (lock-out, sabotage, évasion des capitaux, propagande mensongère, armement de milices fascistes, etc).

L'établissement de cette République ne pourra être qu'une étape vers une République sociale réalisant l'expropriation des banquiers et des patrons ou actionnaires des grandes entreprises, sans que cette étape soit forcément un passage obligé dans chaque pays, le rythme et la profondeur de la révolution prolétarienne différant d'un pays à l'autre en fonction d'un certain nombre de critères sociaux et politiques, détermineront à quel moment le passage de la République bourgeoise à une République sociale se réalisera, conformément au processus dialectique de la révolution permanente, reproduisant à sa manière et dans des conditions différentes à un siècle d'intervalle, les révolutions de février et octobre 1917 en Russie.

Ainsi, cette perspective que nous avons tracée ici pour ainsi dire spontanément, renoue avec les enseignements du marxisme et du léninisme, de la révolution socialiste internationale initiée en 1917. Elle présente l'avantage d'être valable pour tous les pays dont les institutions politiques sont inféodées à une banque centrale privée, et elle peut servir de base à la construction de partis révolutionnaires et d'une nouvelle Internationale ouvrière.

Nous développerons et affinerons cette perspective politique plus tard.

Reprenons cet article où nous l'avions laissé.

- Le Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, doté de 50.000 euros, récompense chaque année un défenseur des droits de l'Homme et de la démocratie.

De la part d'une institution qui a soutenu toutes les guerres impérialistes dans le monde, qui bafoue en permanence la démocratie, ce prix de la honte vient s'ajouter au prix Nobel de la paix décerné à l'UE par les représentants des banquiers internationaux. Tout est dans l'ordre des choses.

Hypocrisie.

- "*Cette récompense constitue un message de solidarité et d'encouragement pour tous ceux qui s'engagent en Iran pour la défense des libertés*", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères (allemand).

Liberté totalement bafouée en Europe, puisque les gouvernements des différents pays de l'UE interdisent à leur peuple de se prononcer sur le TSCG ou le MES.